



GREVE NATIONALE

LE 8 OCTOBRE

Cela fait des années que notre employeur refuse d'augmenter nos salaires, d'améliorer nos conditions de travail et de mettre en place nos acquis sociaux.

La crise que subit actuellement le pays, n'a fait qu'aggraver la situation. Notre grand patron ABDSF ne trouve pas d'argent pour ses salariés mais arrive à se débloquer des millions et ouvrir des succursales en France et à l'étranger.

La seule solution qu'ils ont trouvée c'est la précarité pour les salariés et des richesses pour les actionnaires.

Il devient important d'unir nos voix pour revendiquer une nouvelle politique dans notre secteur et de demander l'arrêt de la casse sociale mis en œuvre par le Gouvernement avec les lois Macron et Rebsamen, des lois scélérates, qui au lieu de protéger les plus faibles que sont les salariés, privilégient l'aide aux entreprises **donc aux actionnaires**.

Tous ces cadeaux faits au patronat, notamment dans le secteur des centres d'appels, par le Gouvernement (*les crédits d'impôts, exonérations des cotisations sociales, dérèglementation sociale, etc.*) n'ont en rien inversé la courbe du chômage.

Bien au contraire !

Il est donc grand temps que les richesses que nous créons nous soient redistribuées, notamment par le biais :

- D'une augmentation minimale du salaire de base mensuelle de 100€
- De l'ouverture de négociations pour définir une nouvelle grille de classifications tenant compte des qualifications acquises
- De l'ouverture de négociations sur l'amélioration des conditions de vie au travail.

**Pour cela, il faut montrer notre détermination.
Posons nos casques
pour aboutir à de vraies revendications.**

TOUS UNIS À 14h30 PLACE DOMBASLE À NANCY

OLIVIA LAMBERT, MARIE MENDOLA, PATRICE THIVET, PATRICIA WINIARSKI, MIGUEL GONZALEZ-NUNEZ,
GIOVANNI MENDOLA, EI HACENE AIT HAMOUDA